



Kane Hamidou Baba, 1er vice-président du RFD

" Nous avons le sentiment d'avoir été plus écoutés pendant ces quatre dernières semaines que durant ces quatorze dernières années "

M. KANE Hamidou Baba est l'invité de notre journal cette semaine.

Il répond aux questions liées à l'actualité, comme l'amnistie, l'émission

sur la Mauritanie diffusée sur RFI, le règlement des questions nationales...

Eveil-Hebdo : M. KANE, vous êtes le Vice-Président du RFD qui a apporté son soutien au CMJD au lendemain de son arrivée au pouvoir. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

H.B.K : Nous avons effectivement apporté notre soutien, je dirai, même, de façon spontanée, claire et lucide, aux orientations du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie. Cela ne devrait surprendre personne. Au moins trois

bonnes raisons ont dicté notre position : Premièrement, il est connu de tous, que nous n'avons jamais reconnu la légitimité de l'ex-Chef de l'Etat en tant que Président de la République, parce que pour le RFD et pour l'écrasante majorité du peuple mauritanien, il n'a jamais été démocratiquement élu. Il suffit d'écouter les discours et déclarations de ses anciens partisans et courtisans dénonçant les tares du régime déchu pour comprendre ce que nous n'avons cessé de dénoncer depuis... quatorze ans ! Au RFD, nous avons toujours considéré que nous sommes installés dans le coup d'Etat permanent depuis 1992. Alors qu'un coup de force vienne balayer le coup d'Etat permanent, nous n'allons pas pleurer sur le sort du régime déchu. Il doit être clairement entendu, que ni en 1992, ni en 1997 et encore moins en 2003, nous n'avons reconnu les résultats issus d'élections frauduleuses. Nous prenons l'opinion nationale à témoin. Cela dit, nous ne sommes pas des putschistes et nous ne faisons pas l'apologie

des coups d'Etat. Mais, autant nous avons toujours condamné la prise du pouvoir par les armes, autant nous condamnons le maintien au pouvoir par la force. Deuxièmement, le coup de force s'est déroulé sans effusion de sang, malgré les oiseaux de mauvais augure qui n'envisageaient le départ de Taya que dans un bain de sang. Dieu nous a préservé de cette douloureuse épreuve ! La méthode ne manque pas de professionnalisme et il faut la saluer. Troisièmement, et c'est sans doute là l'essentiel, le CMJD a fait de la justice et de la démocratie son credo. Il s'agit là de deux valeurs fortes que le RFD partage. Les orientations du CMJD coïncident avec beaucoup de nos revendications, telles que la transparence électorale, la mise en place d'une commission électorale indépendante, la suppression de l'article 104 apocryphe, la neutralité de l'administration, la bonne gouvernance et la justice. Nous serions masochistes de bouder notre plaisir.

E-H : Votre Président, Ahmed O/DADDAH, avait dit qu'il était prêt à travailler avec le nouveau régime. Sur quelles bases le RFD entendait-il le faire ?

H.B.K. : Comme je le disais tantôt, le RFD soutient des orientations sur la base de convergences de vues. Le Président Ahmed Ould DADDAH s'est déployé sans compter pour rassurer les milieux internationaux aussi bien politiques que financiers depuis le 3 Août. Vous savez qu'il est certainement, le mauritanien qui a développé le plus de relations à l'international au cours de ce dernier quart de siècle. Mais, ce faisant, il a le sentiment de rendre un service à la Mauritanie. C'est d'ailleurs cela le sens du combat qu'il mène contre les injustices et pour la démocratie depuis qu'il s'est impliqué dans la vie politique de notre pays au cours des ces quatorze dernières années. Au plan des réformes, nous avons manifesté notre offre d'appui à la concrétisation des orientations du CMJD. Parce que nous avons une réflexion achevée sur un certain nombre de sujets, dont les questions de l'unité nationale et de la cohésion sociale, y compris sur celles qui "fâchent" ou la réduction du mandat présidentiel, qui figurait déjà dans notre programme électoral de 2003, le code électoral lui-même, etc., le RFD est une force de propositions que le nouveau régime serait bien inspiré d'écouter. Mais, encore une fois, tout ceci n'est subordonné qu'à l'intérêt de notre pays. Nous voulons donc travailler avec toutes les bonnes volontés, celles du nouveau régime et au-delà, pour mettre en place des institutions qui puissent survivre aux hommes. C'est cela le sens de l'offre du Président Ahmed Ould DADDAH lorsqu'il évoque la disponibilité du RFD.

E-H : Depuis le changement, l'opposition a convoqué plusieurs réunions. Mais, jusqu'à présent on n'assiste pas à l'émergence d'une position unifiée. Est-ce à dire que les positions des uns et des autres sont inconciliables ?

H.B.K. : Il faut quand même se souvenir de la situation du pays à la veille de ce changement. Quelques jours avant le coup de force du 3 Août, le RFD avait publiquement annoncé la suspension de sa participation au Fo-

rum organisé à l'initiative du RDU. Cette position de notre Parti était dictée par le sentiment que les attermolements du régime déchu visaient à gagner, on ne sait quel temps ! D'autres formations politiques de l'opposition, pour différentes raisons, n'étaient pas associées aux suites du Forum. Au lendemain du

"Je pense que le PRDS est un corps décapité dont le tronc et les membres continuent à s'agiter. Je ne souhaiterais pas m'attarder sur des propos incohérents et imbéciles."

changement, le parti du désordre ex-pouvoir, après une période de flottement que traduit l'attitude d'un PRDS déchiré entre le "meurtre du père" et le deuil, toute honte bue, s'est lancé dans une surenchère d'actes d'allégeance aux nouvelles autorités. Passées les premières déclarations de chaque formation politique, si les autres partis n'ont pas encore réussi à unifier leurs positions, ils ont maintenu des contacts permanents et réguliers et qui aboutiront très prochainement à des rencontres. Aujourd'hui, pratiquement, tous les partis de l'opposition; et même au-delà, se disent favorables à cela; le reste n'étant qu'une question d'agenda.

E-H : Sur quoi êtes-vous en train de travailler actuellement avec d'autres partis ?

H.B.K. : D'abord à rendre effectives les retrouvailles des partis politiques autour de l'évaluation de la situation du pays dans le contexte créé par l'avènement du 3 Août. Nous pensons que les partis politiques constituent le cadre privilégié où les questions essentielles qui interpellent l'avenir du pays doivent être débattues. Ensuite, nous discutons intensément sur ce que devrait être un programme commun de transition, au-delà de ce que les nouvelles autorités veulent faire. Il va de soi que nos débats portent à la fois sur la vision d'une transition réussie, à quelles conditions; et sur la nécessité de mettre en place un cadre de concertation pour accompagner activement et positivement la transition en cours.

E-H : Comment imaginez-vous la gestion de cette période de transition ?

H.B.K. : Je tiens à préciser qu'il n'y a pas de transition réussie, sans une gestion concertée. Les nouvelles autorités ont donné cet engagement. Une concertation authentique se fait en amont

et en aval de la prise de décision. J'ai écouté l'important discours prononcé par le Président du CMJD, dans lequel il aurait indiqué que les concertations avec les partis politiques vont débiter après la présentation par les comités interministériels et après l'adoption par le CMJD des rapports desdits comités. J'ose espérer qu'il s'agit d'une mauvaise interprétation. Il est urgent de clarifier les termes de référence des comités interministériels, leur composition, l'approche participative et donc la méthode de travail, ainsi que les résultats attendus. Je pense qu'il faut donner un contenu concret aux mots Justice et Démocratie. Les mesures prises depuis qua-

" Il ne fait guère de doute que le vœu le plus ardent de Me DIALLO, comme de notre Parti est que le passif humanitaire, tout comme les autres questions, telle que le retour des déportés, trouvent une solution rapide, efficace et durable. "

tre semaines vont dans le bon sens, dont la toute récente amnistie générale pleine et entière accordée aux condamnés pour des motifs politiques. Il faut mettre en place un mécanisme permanent de concertation avec les partis politiques et la société civile. Ce cadre, associant les mauritaniens de retour d'exil devrait pouvoir engager un débat

sur les principaux problèmes du pays et les solutions à apporter à court et moyen termes, le court terme étant la période de transition. On ne peut différer la recherche d'une solution immédiate aux problèmes des déportés et réfugiés! Pas plus que toutes les questions qui hypothèquent l'unité nationale et la cohésion sociale, dont le passif humanitaire et les mesures à prendre pour éradiquer l'esclavage. Notre parti a toujours considéré que ces questions doivent être abordées sans haine et sans passion, dans le seul souci de faire la lumière sur des violations graves et massives des droits de l'Homme, préalables à la création de véritables conditions pour une réconciliation nationale. A l'évidence des solutions justes et humaines sont non seulement possibles, mais indispensables.

E-H : Avez-vous maintenant droit au chapitre ?

H.B.K. : Nous avons le sentiment d'avoir plus été écouté pendant ces quatre dernières semaines que durant ces quatorze dernières années. Pour ce qui concerne l'avenir, nous voulons être optimistes. Mais, la



à aucun moment nous n'avons exclu, au RFD, le souhait de prendre part à un quelconque gouvernement. Deux choses sont essentielles à nos yeux : la nature réelle et le respect des orientations et engagements pris par le CMJD et son Gouvernement; ainsi que la neutralité effective de ces deux institutions dans le processus électoral. Sur ce dernier point, il est évident que la domination sur une longue période d'un Parti qui se confondait avec l'Etat, a créé une politisation de l'administration, surtout de la haute hiérarchie. Il y a lieu de couper le cordon ombilical entre l'Etat et le PRDS. Nous ne sommes pas intéressés à une participation gouvernementale, mais pour autant nous ne sommes pas indifférents aux actes qui seront posés. Nous restons attentifs aux recrutements, ou du moins à la base et aux critères de choix, dont nous pensons qu'ils seront fondés sur la compétence et l'équité.

E-H : Les nouvelles autorités ont entrepris des chantiers dans plusieurs domaines, notamment la justice, la bonne gouvernance, etc. Pensez-vous que ce sont des domaines prioritaires sur lesquels il faut s'appesantir durant la transition ?

H.B.K. : Vous savez, il n'est un secret pour personne que notre justice est malade. Le Ministre de la justice vient d'ailleurs de dresser un diagnostic sans complaisance à l'occasion de sa

transition est programmée pour 104 semaines et il en reste 100...

E-H : On vous attendait au sein du gouvernement de Ould Boubacar mais, apparemment, l'opposition n'y participe pas. Qu'est ce qui s'est passé ?

H.B.K. : Qui on ? En tout cas,

turnée dans les différents services de son département. Mais le mal est plus profond que l'angle institutionnel sous lequel apparaissent les remèdes que l'on cherche à apporter. L'un des pères fondateurs de la démocratie - pour citer Montesquieu - disait : " il faut que le pouvoir arrête le pouvoir ". Or, notre justice est inféodée au pouvoir politique, plus exactement à l'exécutif. Paradoxalement, elle est à la fois l'otage et le bourreau d'un système ayant ruiné la confiance entre l'Etat et le citoyen, entre l'investisseur et le pays, entre le juge et le justiciable. A titre anecdotique, un représentant d'une compagnie d'exploration pétrolière qui avait cessé ses activités en Mauritanie, il y a quelques années et à qui, on demandait la raison, donnait la réponse suivante : " vous aurez du pétrole en Mauritanie, le jour ou vous aurez une justice ! ". A l'évidence, l'état de la justice traduit - quelque part - le niveau de déliquescence de l'Etat! En ce qui concerne la bonne gouvernance, deux choses me paraissent essentielles : faire l'état des lieux, particulièrement dans le domaine des finances publiques et lutter contre la corruption. En effet, il est important que les nouvelles autorités fassent des audits pour dire à l'opinion nationale et internationale, voici la situation que nous avons trouvée à notre prise de pouvoir, voilà celle que nous avons laissée à la fin de la transition. Cette clarification comporte un double avantage : elle permet d'établir la situation de référence aussi bien pour les nouvelles autorités que pour le futur gouvernement démocratiquement élu, évitant ainsi d'éventuelles accusations de chasse aux sorcières ou tout simplement de règlements de comptes sur un fond politique ou politisé. Enfin, il n'est un secret pour personne que l'Etat a perdu toute crédibilité dans la publication de ses comptes de gestion auprès de nos principaux bailleurs de fonds. La falsification des comptes de la Banque centrale et du Trésor a atteint un niveau d'absurdité, obligeant les responsables de nos finances à reconnaître la turpitude dans la gestion des institutions financières. Ce devoir d'inventaire s'impose! Nous espérons que les commissions, judicieusement mises en place, chargées de la justice et de la bonne gouvernance se pencheront dans le détail sur les crimes économiques.

E-H : Quels sont les grands problèmes que vous soumettez au CMJD?

H.B.K : Il y a bien sûr ceux que

je viens d'évoquer. Mais l'essentiel est ailleurs : Il réside dans la construction de bases solides pour garantir l'unité nationale et la cohésion sociale. Ces pré-requis ne se construisent pas sur un nuage, hors des vicissitudes.

" De par ma formation et mon expérience, je ne saurais analyser le passif humanitaire, les déportations ou les arrestations des années sombres du régime déchu comme de simples forfaits conjoncturels. Ces phénomènes résultent de facteurs structurels et qui ont pour nom la question nationale. Faut-il en débattre aujourd'hui ou demain? Cela me fait penser à la formule d'un homme politique français qui disait : " je m'étonne de ces gens qui hésitent entre la porte et la fenêtre quand la révolution passe dans la rue. "

Ils sont d'abord le produit d'une histoire particulière. Or, il ne fait guère de doute que notre histoire, tout au moins celle qui a été marquée par le règne du régime déchu, s'est faite dans la déchirure des esprits et des cœurs. Avec l'aide de tout le monde, le CMJD devra s'atteler à penser les plaies encore béantes de notre société. Le CMJD est d'abord plus interpellé dans la réponse concrète à apporter à la solution du passif humanitaire, qu'il s'agit de crimes organisés et perpétrés au sein de l'armée et des forces de sécurité. De même, la déportation de mauritaniens a été orchestrée de façon organisée, le retour de ces mauritaniens ne peut être qu'organisé. Mais, encore une fois, tout ceci doit être résolu et peut l'être sans réveiller les rançunes et les rançures du passé, avec le but, en bout de course, de préparer le soir du Grand Pardon. La paix et la réconciliation nationale sont à ce prix. Tout le reste, n'est qu'attermoiements et dérobades. Je note d'ailleurs, que certaines mesures visant à assainir la situation politique du pays ont été prises dont la libération des religieuses et l'ordonnance portant amnistie générale. Il faut à présent s'attaquer courageusement et lucidement aux questions incontournables. Les mauritaniens, toutes communautés confondues, aspirent profondément à vivre ensemble. Ce qui les unit est plus important que ce qui les divise. Si les politiques les aident, nous pouvons

compter sur le génie de notre peuple pour maîtriser son destin.

E-H : L'UFP pense qu'il est inopportun de poser durant la transition la question de la cohabitation entre les diffé-

consensuelles pourront-elles être matérialisées afin de créer un consensus fort sur les problèmes posés parce que vous appelez la cohabitation des différentes composantes sociales. En tout état de cause, il me semble que ce débat, de l'heure, se prolongera à travers les programmes électoraux des partis et candidats aux futures échéances électorales.

E-H : Ce Dimanche 4 septembre, dans une émission diffusée par RFI, l'un des responsables de votre Parti a dit que " la question du passif humanitaire ne peut être véritablement réglée que par un gouvernement démocratiquement élu ". Qu'en pensez-vous?

H.B.K : Je pense que vous faites allusion aux propos tenus par Me Yaghoub DIALLO, dans le cadre de l'émission que vous avez citée. Je dois d'abord dire, que Maître DIALLO est d'une stature morale et intellectuelle qu'on ne présente ni aux mauritaniens, ni aux défenseurs des droits de l'Homme en Afrique. Il s'est illustré, malgré les privations de toutes sortes, du côté des victimes de la répression, au moment où beaucoup d'entre elles avaient même baissé les bras. Ce n'est pas aujourd'hui, ni demain, que cet homme du devoir va renoncer à ses convictions profondes. Répondant à une question sur ce que " les nouvelles autorités peuvent faire ", il a exprimé un point de vue sur l'appréciation d'une situation instantanée, à un moment donné, de ce qu'il croit être dans les cordes du CMJD. Cela n'engage, ni ne dédouane personne. Sans faire une analyse de texte, l'expression qu'il a utilisée " véritablement réglée ", traduit une perception aiguë de ce problème, qui va au-delà des conséquences du passif humanitaire. Par ailleurs, nos positions sont connues et nos principes sont intangibles. Il ne fait guère de doute que le vœu le plus ardent de Me DIALLO, comme de notre Parti est que le passif humani-

taire, tout comme les autres questions, telle que le retour des déportés, trouvent une solution rapide, efficace et durable.

E-H : Dans cette même émission de RFI, le Représentant du PRDS a dit qu'il faut oublier le passif humanitaire, parce qu'il y a une loi d'amnistie depuis 1993 et il a traité la question des déportés et réfugiés comme étant un faux problème. Votre opinion ?

H.B.K : Je pense que le PRDS est un corps décapité dont le tronc et les membres continuent à s'agiter. Je ne souhaiterais pas m'attarder sur des propos incohérents et imbéciles. Pardonnez-moi, mais ce terme n'a rien d'injurieux, je l'utilise au sens étymologique du mot, c'est-à-dire, celui qui ne sait pas ce qu'il dit. En tout cas, j'ai écouté l'émission et j'ai entendu l'auteur affirmer qu'il connaît bien le problème et qu'il l'habite à un kilomètre du Sénégal et à 16 km de Saint-Louis! Mais cela ne lui confère aucune qualité particulière. Je voudrais quand même lui dire, très fraternellement et très simplement, qu'on ne marchand pas une injustice contre une autre, on les répare... toutes.

E-H : Que pensez-vous de la Déclaration de Dakar? Croyez-vous comme l'UFP que c'est une question nationale qui devrait être traitée entre mauritaniens?

H.B.K : La Déclaration de Dakar, a été diversement appréciée. On peut, en effet, l'analyser sous trois angles : le contenu, les parties prenantes et le cadre ayant abrité cette rencontre, à savoir le Sénégal. Je ne voudrais pas verser dans une polémique inutile. Pour ma part, le contenu de la Déclaration est d'une haute facture, posant de vrais problèmes de la société mauritanienne et esquissant des solutions. Les parties prenantes sont des mauritaniens, dont des condamnés à l'exil et qui se sont retrouvés là où ils peuvent être accueillis. Que cette rencontre ait eu lieu à Dakar, Bamako, Rabat, Alger ou Paris, je ne vois pas de problème. Il reste à savoir si les formes ont été sauves. N'étant pas dans " le secret des dieux ", je me garderai de me prononcer là-dessus. En tout cas, si l'eau du bébé est sale, il ne faut pas jeter et l'eau et le bébé! Le nouveau contexte du pays permet aujourd'hui de prolonger les discussions de Dakar en Mauritanie et c'est donc là l'essentiel.

Propos recueillis par
Wane Abdoulaye

Après une période de flottement que traduit l'attitude d'un PRDS déchiré entre le " meurtre du père " et le deuil, toute honte bue, s'est lancé dans une surenchère d'actes d'allégeance aux nouvelles autorités. "